



# RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

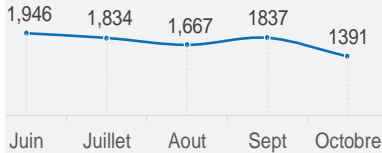
NORD KIVU | Octobre 2020

## Chiffres clés

**1 391** violations

**591** incidents

## Tendances mensuelles



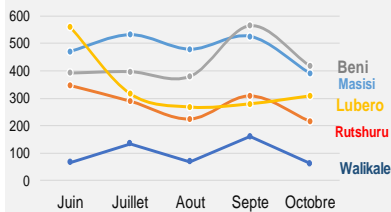
## Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	1006	72%
Femmes	327	24%
Garçons	30	2%
Filles	28	2%
<b>Total</b>	<b>1,391</b>	

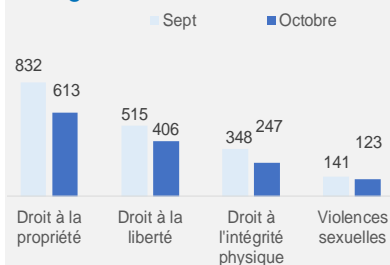
## Statut des victimes

Statut	Total	%
PDI Retourné	932	67%
PDI's	408	29%
Resident(e)	45	3%
Rapatrîes	5	0%
Réfugiés	1	0%
<b>Total</b>	<b>1,391</b>	

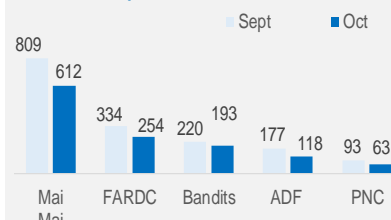
## Violations par territoire



## Catégorie de violations



## Violations par auteurs résumés



## RÉSUMÉ

Au cours de ce mois d'octobre 2020, 1.391 incidents de protection ont été documentés sur l'ensemble de la Province du Nord-Kivu. Comparativement au mois de septembre 2020, il se dégage une diminution de 446 incidents de protection (32%). Malgré cette diminution, plusieurs zones de conflit et incidents violents restent préoccupantes :

Sur l'ensemble des incidents de protection qui ont été collectés au Nord-Kivu, la majorité d'homicides (47%), d'incendies (57%) et de pillages (43%) ont été commis dans le **territoire de Beni** et principalement dans les zones de santé d'Oicha, Mutwanga et Kyondo ainsi que dans la commune Beu. La situation sécuritaire dans ce territoire reste tendue à cause d'une succession d'attaques, embuscades incursions et incendies par des présumés éléments d'Allied Democratic Forces (ADF) contre les civils. Environ 28 civils ont été tué, 51 enlevés et 54 ont subis des coups et blessures. Même si le nombre total des violations dans le territoire a diminué dans le mois d'octobre, le conflit est devenu plus meurtriers pendant les trois derniers mois.

Dans le **territoire de Masisi**, des éléments armés non étatiques actifs dans le groupement Bashali-Mokoto, contraignent depuis fin octobre les PDI's et les résidents à céder de l'espace dans leurs habitations pour y installer les dépendants de ce groupe armé. Environ 47 ménages (dont 6 des PDI's) de différents villages ont cédé des espaces pour héberger les dépendants de ces éléments. Les résidents et PDI's risquent des représailles par des autres acteurs armés et par des forces sécuritaires.

Dans le **territoire de Walikale**, la protection des civiles reste préoccupante depuis le 8 octobre 2020 à cause des affrontements entre deux factions d'acteurs armés non étatiques, dans différentes villages des groupements Ihana, Utunda et Luberike. Cette situation a déclenché un déplacement d'environ 2.751 ménages<sup>1</sup> de 7.628 personnes déplacées internes (PDI's). Des biens de la population ont été pillés.

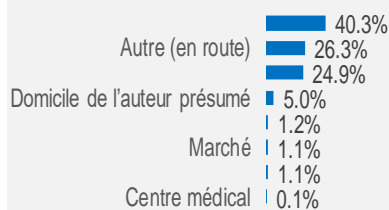
Depuis mi-octobre, il s'observe un calme à Pinga-centre (Masisi et Walikale) à la suite du renforcement d'éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la RD Congo (MONUSCO). La quasi-totalité des PDI's, environ 5.714<sup>2</sup> ménages, qui avaient trouvé refuge à l'Hôpital Général de Pinga-centre ont regagné leurs maisons.

Dans le **territoire de Rutshuru**, malgré une accalmie relative après le mois de Septembre, il s'est observé un conflit interethnique dans la cité de Kiwanja. Depuis le 22 octobre 2020, une dizaine de cas de meurtres et des blessés y ont été enregistrés contre les civils de deux communautés (Hutu et Nande). Les activités socio-économiques et des mouvements sur tous les axes de Kiwanja, Rutshuru-centre et environs sont paralysés entre le 26 et 28 octobre 2020. Les tensions interethniques ont affecté les PDI's du site de Nyongera<sup>3</sup> à Kiwanja. Les membres de la communauté Nande indigent ces PDI's, majoritairement Hutu, d'être à l'origine de l'insécurité.

Dans le **territoire de Lubero**, une résurgence des violations est notée suite aux affrontements entre le FARDC et un acteur armé non étatique le 7 octobre 2020 à Munoli (zone de santé de Musienene). Environ 21 ménages se sont déplacés vers les villes de Musienene et Butembo. En plus, les anciens éléments du général Kitete tué en juillet 2020, se réorganisent depuis fin septembre 2020. Ils opèrent vers l'extrême Sud-Est du territoire, en commettant des exactions contre les civils dans les localités Byanze, Vuhoyo aux environs de Kamandi-Gite, Kukuvu.

Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

### Lieux ou ont lieu les incidents



### Violations de la 1612

Violations	Sept	Oct
Viol ou autres actes graves de violence sexuelle	21	7
Enlèvement	14	8
Recrutement or Utilisation d'enfants	9	6
Meurtre ou Mutilation	3	4
<b>Total</b>	<b>47</b>	<b>25</b>

### Evènements majeurs

#### Rutshuru

Depuis le 22 octobre 2020, vive tension au tour d'un conflit interethnique à Kiwanja et ses environs. Une dizaine de cas des meurtres et des blessés, une restriction des mouvements des populations sur tous les axes et paralysie totale des activités socio-économiques.

#### Beni

Dans la nuit du 19 au 20 octobre 2020, évasion d'environ 1.337 prisonniers de la prison de Beni/Kangbaya. Le 28 octobre 2020, meurtre de 18 civils et une dizaine de maisons incendiées dans le village Baeti par des présumés éléments des ADF. Tension à Beni ville entre le 28 et le 29 octobre 2020 suite aux manifestations des militants de VERANDA MUTSANGA.

#### Lubero

Le 4 octobre 2020, déguerpissement d'environ 72 ménages de 432 individus des villages Kazaroho, Mwimbye et Mbisamu (la zone de santé de Kayna) par un acteur armé non étatique.

#### Masisi

Le 17 octobre 2020, enlèvement de 35 hommes PDI dans le site minier de Limangi par les éléments d'un acteur armé non étatique.

## Mouvements des populations

Tableau récapitulatif des mouvements des populations du mois d'octobre 2020.

Villages d'accueil	Villages d'origine	Zones de Santé	Ménages
Misau, Kibua, Kembe, Mpopi et Binyampuri/Walikale	Koko, Twamakuru, Mpama, Nkingwe, Ruvungi et Matungu/Walikale	Kibua	2751
Kikuvu et Kamandi-Gite/Lubero.	Localité Bulambo/Lubero.	Kayna	1089
Bukombo-centre/Rutshuru.	Kitwayovu, Lubwe-Sud, Kavumu et Shonyi/Rutshuru.	Birambizo	355
<b>Total</b>			<b>4195</b>

**Note :** Il s'observe depuis le 24 octobre 2020, un retour d'environ 372 ménages de 1.483 individus (PDI de Nyabiondo) vers les villages Bwendero et Buhato, dans le groupement Bashali-Mokoto. Ces PDI n'ont pas accès aux médicaments dans les postes de santé locaux ou aux sources d'eau aménagées. En plus, des éléments des groupes armés constituent encore une menace pour la stabilité de la région.

<sup>1</sup> Source : un leader du groupement Ihana,

<sup>2</sup> Source: Rapport mensuel du monitoring de protection Nord-Kivu, septembre 2020,

<sup>3</sup> Dans le groupement Bukoma,

## Protection de l'enfance

Sur les 1.391 incidents de protection collectés, 45 (ou 3%) ont été commis sur des enfants. Le nombre des cas de viol (20) contre les enfants reste préoccupant. 24 filles et 21 garçons ont été victimes de ces incidents. La majorité de ces violations ont été commises par des membres de groupes armés lors de leurs différentes incursions dans les villages dans le territoire de Beni, Masisi et Rutshuru.

De ce nombre, 25 incidents de violations graves des droits des enfants ont été documentés et partagés à la coordination du mécanisme y relative (MRM) pour analyse et validation : il s'agit de 8 cas d'enlèvements, 7 de viols ou autres actes graves de violences sexuelles, 6 de recrutements or Utilisation d'enfants soldats et 4 de meurtres ou mutilation. Cela constitue une diminution de 22 cas par rapport au mois de septembre 2020. Les territoires les plus affectés par ces violations graves sont Masisi et Beni.

Bien que plusieurs alertes ont été remontées par le monitoring de protection et d'autres acteurs humanitaires, les violations des droits des enfants dans la zone de santé de Mweso reste préoccupante. Des éléments d'un acteur armé non étatique continuent d'utiliser des enfants dans leurs travaux. Comme exemple, le 12 octobre, six enfants (PDIs) de 13 - 16 ans ont été enlevé, 6 autres à l'école primaire à Bweru ont été pris pour transporter des effets militaires. Ces enfants avaient été relâchés le lendemain.

A Masisi, les responsables des écoles des villages de Lwibo, Lushebere, Luhinzi, Hembe, Kalungu et Lukuti ont été menacés par un groupe armé de ne pas faire fonctionner leurs écoles dans la zone de déplacement à Nyabiondo. Plus de 800 enfants déplacés n'ont pas été admis à l'éducation. Ce groupe les contraignent à travailler dans leurs villages de provenance alors que les garanties sécuritaires n'y sont pas réunies. L'information avait été partagée avec le cluster éducation pour un suivi.

## Violences sexuelles et sexistes

Au cours de ce mois d'octobre 2020, 123 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été documentés. Il s'agit principalement des cas de viols (74%) et d'agressions physiques (15%). Les territoires les plus affectés sont Masisi (49%), Beni (27%). Les principaux auteurs présumés sont des éléments d'acteurs armés non étatiques (48%), suivi par des civils (29%).

Dans le groupement Ufamandu 1<sup>er</sup>/Masisi, un groupe d'autodéfense s'est affronté avec le Maï-Maï le 6 octobre 2020 au village Miko dans la localité Katuunda. Cette situation a occasionné un mouvement pendulaire de plus de 117 ménages d'environ 453 individus vers le village Bibondobondo. Ces derniers ont commencé de regagner leur village le matin du 7 octobre 2020. Signalons que pendant ces affrontements 7 femmes ont été violées à tour de rôle par ces Maï-Maï. Elles ont toutes bénéficié d'une PEC médicale.

Dans le groupement Basongora, en commune rurale de Kasindi/Beni, deux femmes et une fille ont été violées le 22 octobre 2020 par trois civils précisément aux Quartiers Mwangaza, Majengo et Congo ya Sika. Elles ont été orientées au centre de santé de référence de Lubiriha où elles ont reçu le kit pep avant 72 heures. Les présumés auteurs restent en fuite jusqu' à ces jours.

## Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives
<b>Masisi</b>	<p>La présence d'un acteur armé non étatique sur l'axe Mpati-Bibwe dans le groupement Bashali-Mokoto, constitue une menace permanente sur les enseignants PDI des villages sur cet axe. En faisant des mouvements pendulaires, ces enseignants sont obligés de payer 500Fc chaque jour pour accéder à leurs écoles. L'acteur armé vise de contraindre les PDIs à un retour forcé. En date du 21 octobre, six de ces enseignants qui se rendaient à Rungu et Lwama, avaient été extorqués de 500Fc et ravis leurs cartes d'électeurs à une barrière érigée au village Rungu.</p> <p>Ces éléments armés dans le groupement Bashali-Mokoto, contraignent depuis le 24 octobre 2020 les PDIs et les résidents à céder de l'espace dans leurs habitations pour y installer leurs dépendants. Environ 47 ménages (dont 6 des PDIs) ont cédé ces espaces pour héberger les dépendants de ces éléments armés non étatiques. Cette pratique peut exposer les PDI à des représailles de la part d'autres acteurs armés.</p> <p>Dans le groupement Bapfuna, le tronçon Kaancha-Kashebere devient de plus en plus insécurisant suite à la présence d'éléments d'un acteur armé non étatique, sur l'endroit appelé Kafutsi. Dans un intervalle de deux semaines, plus de 19 cas de pillages y ont été documentés. La circulation des civils à cet endroit devient à risque.</p> <p>Par ailleurs, les PDIs vivant dans les familles d'accueil au village Misau sont exposées à plusieurs menaces d'acteurs armés non étatiques depuis le désengagement, le 25 octobre 2020, des éléments FARDC dans ce village, 13 hommes PDIs ont subi des coups et blessures par des éléments d'un acteur armé non étatique, pendant qu'ils effectuaient des travaux journaliers pour subvenir aux besoins de leur famille.</p>	<p>Cette pratique d'hébergement forcé des dépendants de cet acteur armé non étatique dans les habitations des PDIs et résidents dans la zone de santé de Mweso, constitue des risques de meurtres, mauvais traitements etc. vis-à-vis des résidents en cas d'éventuel menaces des autres acteurs armés.</p>
<b>Lubero</b>	<p>Le 4 octobre 2020, un responsable d'un groupe armé a ordonné aux populations des villages Kazaroho, Mwimbye et Mbisamu<sup>4</sup>(dans la zone de santé de Kayna) de déguerpir sans délai. Selon des sources locales<sup>5</sup>, cet acteur armé voudrait établir son quartier général dans cette circonscription. Il leur a promis d'utiliser la force en cas de résistance. Environ 72 ménages de 432<sup>6</sup> individus se sont préventivement déplacés vers les villages Bulotwa et Buhoyo, dans les groupements Itala et Musindi.</p> <p>Par ailleurs, environ 315 ménages de 1.309<sup>7</sup> individus des villages Kanzanza et Byanze dans le groupement Musindi<sup>8</sup>, avaient également effectué un déplacement préventif vers les villages Kikuvo et Kamandi-Gite, dans le même groupement (zone de santé de Kayna). Ce déplacement est la conséquence de l'installation de deux camps d'un acteur armé depuis le 11 octobre 2020. Il sied de noter que 91% des PDIs à Kamandi-Gite sont des personnes venues du Parc où elles ont été chassées. Ces deux camps sont érigés principalement à côté d'une école primaire (Kanzanza). Dès lors, les activités scolaires ont. Les enseignants, les parents et écoliers craignent des affrontements entre le FARDC<sup>9</sup> et cet acteur armé.</p>	<p>Ces populations victimes du déguerpissement avaient des champs cultivés dans ces villages. Elles courent le risque d'une insécurité alimentaire dans les zones de déplacement.</p> <p>Un plaidoyer auprès des responsables territoriaux de Lubero pour le renforcement sécuritaire en vue de la protection des civils dans les zones affectées est recommandé</p>

<sup>4</sup> Localité Musuti, groupement Musindi, zone de santé de Kayna,

<sup>5</sup> Les forces vives et un responsable sanitaire de la zone,

<sup>6</sup> Source : Commission Mouvement des Populations (CMP/Bulotwa),

<sup>7</sup> Source : Une ONG locale et la commission mouvement des populations de Kamandi-Gite et Kikuvo,

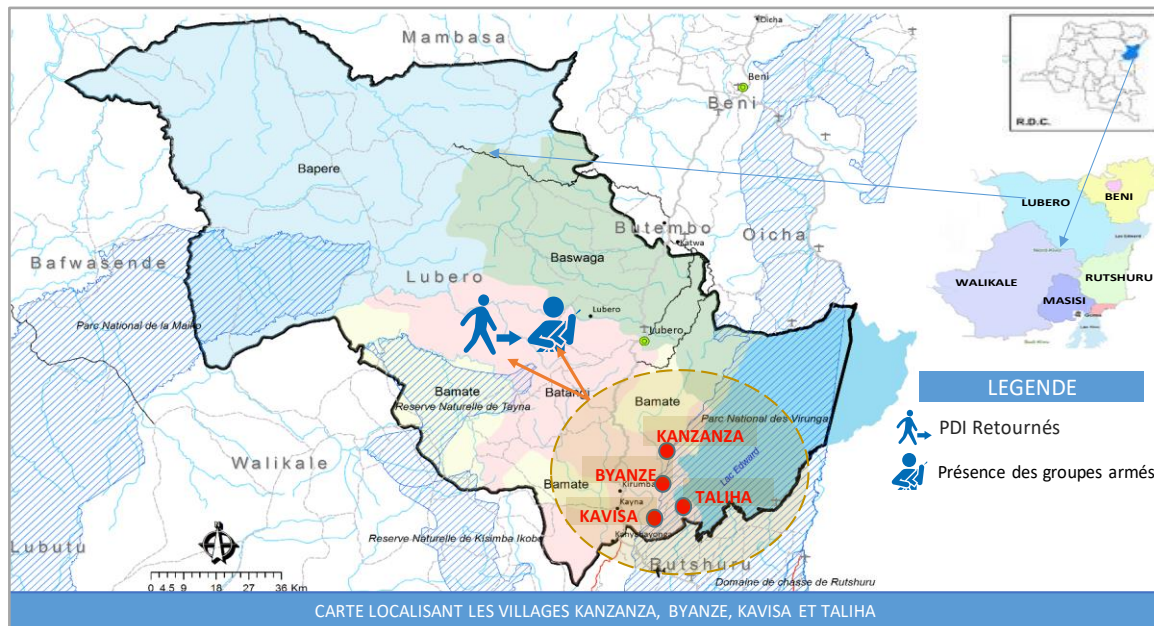
<sup>8</sup> Situé dans le groupement Hutwe, zone de santé d'Alimbongo,

<sup>9</sup> Les éléments FARDC sont à environ 11Km de ce village,

<p><b>Beni</b></p>	<p>Cette période a été caractérisée par des incursions d'hommes armés (présumés éléments ADF et Maï-Maï) dans plusieurs agglomérations du Nord, Est et Sud-Est de Beni territoire et ville : les villages Kamwanga, Kalyanzuki, Kithehe, Kitolu, Kisungu, Mikole (dans la zone de santé de Kyondo), Makisabo, Vukwali, Muntobo, Mabondo (dans la zone de santé de Mutwanga) et les Quartiers Benengule et Lyakobo (dans la zone de santé de Beni). Environ 28 civils ont été tués, 51 enlevés et 54 victimes des coups et blessures ont été documentés au cours des attaques, embuscades et incursions par ces hommes armés. Il faut également signaler l'incendie de plus de 8 maisons entre le 13 et 28 octobre 2020 au village Baeti (dans la zone de santé d'Oicha) par des présumés éléments d'ADF.</p> <p>Par ailleurs, la prison centrale de Kangbayi<sup>10</sup> Beni a été la cible d'une attaque des hommes armés non identifiés dans la nuit du 19 au 20 octobre 2020. Cette attaque a occasionné l'évasion d'environ 1.337 prisonniers (soit 93%) sur les 1.447 prisonniers qui y étaient incarcérés. Depuis cet événement, les passants sans pièces d'identités sont accusés d'être des évadés et sont désormais souvent victimes d'extorsions et autres violations des droits humains.</p> <p>Des manifestations de mouvements citoyens et des groupes de pression ont été organisées dans la ville Beni (le 5, 15 et 28 octobre 2020). Les manifestants exprimaient leur mécontentement suite à la dégradation de la situation sécuritaire et particulièrement à cause de cette évasion de la prison centrale. Une dizaine des sympathisants de ces groupes de pression ont été arrêtés par les services de l'ordre.</p>	<p>Cette évasion risque d'engendrer la recrudescence de la criminalité ainsi que des actes représailles dans la ville et territoire de Beni. Parmi ces prisonniers évadés, figurent les personnes accusées des graves atteintes aux droits humains qui sont commises dans le territoire de Beni.</p>
<p><b>Rutshuru</b></p>	<p>La situation de protection dans la cité de Kiwanja et ses environs, en chefferie de Bwisha demeure préoccupante. Une dizaine de cas de meurtres et des blessés y ont été documentés depuis le 22 octobre 2020. Les victimes sont les membres de deux communautés locales Hutu et Nande. Le mode opératoire et le ciblage des civils, membres de l'une ou l'autre communauté, font croire aux règlements de compte dû au conflit interethnique. Il s'est observé, au cours de cette crise de Kiwanja, une restriction des circulations des populations sur tous les axes et une paralysie totale des activités socio-économiques à Kiwanja, Rutshuru-centre et leurs environs. Un mouvement pendulaire des populations s'effectue à Kiwanja et à Katoro. Des ménages des Quartiers Kachemu, et Buhunda/Kiwanja (environ 351 ménages) se déplaçaient chaque soir vers le Quartier Office. Ceux du Quartier Mabungo/Kiwanja (environ 105 ménages) vers Rutshuru-centre et ceux de Katoro (environ 87 ménages) vers Kiwanja. Les risques des mouvements intenses des déplacements forcés, des meurtres, d'enlèvements et des incendies des maisons restent très élevés dans cette région.</p>	<p>La cohabitation entre ces deux communautés de Kiwanja est très fragile.</p> <p>La population à peur d'aller effectuer ses activités champêtres en cette période de récolte des haricots et des sojas. Cette situation risque de déstabiliser l'économie de la communauté et aura pour conséquence, la famine dans la région. D'où, l'implication urgente des autorités provinciales pour une solution efficace qui permettrait à ces deux communautés de vivre ensemble.</p>

<sup>10</sup> Situé à environ 4Km au Sud-Est du centre-ville de Beni,

## FOCUS SUR LA SITUATION DE PROTECTION A KANZANZA ET BYANZA/LUBERO



Après la mort d'un leader d'un groupe armé UPDI/Mazembe en juillet 2020<sup>11</sup> à Miriki, ses éléments s'étaient dispersés dans la zone. Certains sont partis vers Bwito (territoire de Rutshuru) et d'autres ont pris la direction vers le Lac Edouard dans le territoire de Lubero. Le 4 octobre 2020, ces éléments armés se sont installés dans le groupement Musindi/ Lubero. L'un des responsables de ce groupe a organisé une série des réunions dans les villages Kazaroho, Mwimbye et Mbisamu<sup>12</sup> et a contraint les populations de déguerpir car il voulait ériger son Quartier Général dans cette zone. Environ 72 ménages des villages susmentionnés se sont déplacés vers les villages Bulotwa et Buhoyo, dans les groupements Itala et Musindi. Les civils qui avaient résisté ont été soumis aux coups et blessures et enlèvements.

A partir du 11 octobre 2020, ces combattants avaient étendu leurs activités dans d'autres villages de ce groupement en érigeant deux campements à Kanzanza et Byanze. Après des affrontements avec les éléments FARDC entre le 19 et 24 octobre 2020 dans ces villages, ces combattants avaient multiplié les actes des représailles contre les civils. Tous les habitants étaient contraints au paiement de 1.000Fc et plusieurs ont subi des traitements inhumains du fait de leur refus. Un PDI-retourné qui se rendait à Kamandi-Gite avait été tué par ces combattants. Ces menaces avaient contraint 605 ménages au déplacement vers les agglomérations Kamandi-Gite, Kikuvo et Kamandi-Lac.

<sup>11</sup> Il était plus actif dans le Sud du territoire de Lubero,

<sup>12</sup> Dans la zone de santé de Kayna,

## ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

- Sur base des orientations effectuées par les moniteurs de protection, 49 survivantes ont reçu un accompagnement psychologique, 59 ont bénéficié de l'administration de Kit PEP et 50 ont reçu les soins médicaux.
- Au cours de ce mois d'octobre 2020, 13 victimes de violations des droits humains ont bénéficié d'une assistance en cash pour la protection. Cette assistance a permis à ces personnes d'atteindre et de jouir des services de prises en charges médicale, juridique, de la recherche et la réunification familiale, de la délocalisation des personnes qui subissent des menaces par des acteurs armés non étatiques. Parmi les 13 victimes, 7 sont des survivantes de viol dont 3 ont accédé à la prise en charge médicale, 2 à la prise en charge juridique et 2 ont été délocalisées à la suite des menaces subies. 2 enfants séparés ont bénéficié de transport en vue de leur réunification familiale. Celle-ci a été facilitée par la DIVAS.
- Une rencontre intercommunautaire a été organisée du 26 au 27 octobre 2020 à Kashuga : Elle a été motivée par la crise de confiance qui se manifestait entre les personnes déplacées internes (PDI) et la PNC sous commissariat de Kashuga. Les PDI accusaient la PNC de procéder aux mauvais traitements et violation intentionnelle de procédure en matière d'arrestation. Cette rencontre visait à contribuer à la consolidation de bonnes relations entre les PDI, la PNC ainsi que les autorités locales. Pour renforcer cette collaboration entre les autorités locales, PNC et population civile y inclus les PDI, les autorités se sont engagées à s'impliquer beaucoup plus dans la gestion des problèmes des PDI. L'ANR et la PNC se sont engagées également à respecter chacune ses attributions en observant les droits humains. Tous les participants se sont engagés à recourir aux mécanismes locaux de médiation des conflits et la non-violence. Un cadre se suivi de ces engagements est en train d'être constitué localement et pourra être piloté par le chef de localité en collaboration avec la CNR.
- Une évaluation de protection a été menée du 29 au 30 octobre 2020 à Oicha par INTERSOS et CADIDHO. Il ressort de cette évaluation que 6.721 ménages PDI de 51.965 individus. 90% de ces PDI vivent en familles d'accueil et les 10% sont dans six sites spontanés dans une promiscuité. 5 filles PDI ont été violées par les garçons et hommes qui partagent les mêmes chambres. 75 filles (PDI et Résidentes) en 80% des PDI pratiquent de sexe de survie. Toutes sont tombées enceintes entre avril à septembre 2020. 6 enfants non accompagnés ont été identifiés et référés à la DIVAS pendant l'évaluation. Restriction des mouvements des populations vers les champs, ce qui accentue la vulnérabilité dans les ménages PDI et de la population hôte. 15 femmes dans un des sites de la place ont abandonné leurs foyers pour se donner au sexe de survie.
- Du 29 au 31 octobre 2020, une évaluation de protection a été menée à Kibua et Misau (dans le territoire de Walikale). Le nombre de ménages des PDI à Misau et Kibua est de 6.152<sup>13</sup>. Ils vivent dans les familles d'accueil, EP Mirumo et Misau et à l'Hôpital Général de Kibua dans une grande promiscuité. Les ménages d'accueil sont débordés (5 à 7 ménages occupent la même maison dans une grande promiscuité). Augmentation de 100% de prix des denrées alimentaires sur les marchés. 51 PDI (15 et 45 ans) ont été enlevés et 35 ont été tuées par une faction d'acteur armé non étatique (les victimes venaient de la zone sous activités de l'autre faction et se rendaient dans leurs villages de provenance pour se ravitailler en vivres). 16 femmes PDI qui se rendaient aux champs pour le ramassage des bois de chauffage ont été violées par les éléments de ce groupe armé. Restriction des mouvements vers les champs, ce qui accroît la vulnérabilité des ménages PDI et exposent les femmes et les filles aux sexes pour leurs survies. 51 filles PDI pratiquent les sexes de survie en compensation avec l'argent ou la nourriture. La situation sécuritaire dans la zone concernée par l'évaluation est dynamique (elle peut changer à tout moment). Des interventions humanitaires sont à encourager mais doivent être précédées d'une étude de la zone et la cartographie actualisée des groupes armés. La route Kashebere-Kibua est dans un état de délabrement très avancé qui ne permet pas aux grands et petits véhicules d'y accéder.

---

<sup>13</sup> Une autorité administrative à Kibua,

## Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Protection	Multiplier les dialogues entre les différentes communautés de Rutshuru/Kiwanja en vue de la cohabitation pacifique.	Coordination du Cluster protection conjointement avec les autorités territoriales.	<b>Urgent</b>
	Plaidoyer auprès de services de sécurités (FARDC) pour un renforcement de la sécurité à Beni ville et territoire.	CLIO	<b>Urgent</b>
	Plaidoyer auprès des services de sécurité (FARDC) pour le renforcement de la protection des civils sur les axes Mpati-Biwe.	Coordination du Cluster protection	<b>ASAP</b>

---

### Pour tout contact :

Maarten Loecx, Analyste de Protection, [staunno@unhcr.org](mailto:staunno@unhcr.org)

Katsurana Jules, Associé Principal de Protection, [katsura@unhcr.org](mailto:katsura@unhcr.org)



# ANNEXES

## #Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlèvements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extractions de Bien	Incendie	Taxe Illegale	Pillages	Occupation Illegale	Déguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Rutshuru	15	29	0	19	52	6	0	23	0	0	29	12	2	0	7	17	3	1	0	0	0	215	15%
Masisi	13	38	0	33	140	0	0	48	0	0	41	12	1	0	1	54	0	5	0	0	1	389	28%
Lubero	36	50	1	49	115	0	0	7	0	0	34	5	0	0	3	3	0	4	0	1	0	308	22%
Beni	32	51	2	28	100	8	3	70	0	2	54	28	0	0	6	17	4	9	0	0	3	417	30%
Walikale	0	4	0	6	25	0	1	13	0	0	10	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	62	4%
<b>Total</b>	<b>96</b>	<b>172</b>	<b>3</b>	<b>135</b>	<b>432</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>161</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>168</b>	<b>59</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>91</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1,391</b>	

Table 2. Incidents par territoire

## #Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlèvements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extractions de Bien	Incendie	Taxe Illegale	Pillages	Occupation Illegale	Déguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Birambizo	15	5	0	6	25	3	0	7	0	0	8	3	2	0	1							75	91%
Bambo	0	6	0	2	15	0	0	3	0	0	12	1	0	0	0	1	2	1	0	0	0	43	52%
Kirotshe	2	0	0	0	3	0	0	0	0	0	6	2	0	0	0	0	0	2	0	0	1	16	20%
Masisi	2	2	0	0	7	0	0	9	0	0	9	2	0	0	0	50	0	0	1	0	0	82	100%
Katoyi	8	6	0	0	22	0	0	14	0	0	9	6	0	0	0	1	0	3	0	0	0	71	5%
Rwanguba	0	11	0	0							1	3	0	0	0							15	1%
Mweso	1	16	0	17	82	0	0	25	0	0	15	2	1	0	1	3	0	0	0	0	0	163	12%
Pinga	0	17	0	16	34	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0							69	5%
Lubero	13	13	0	13	36	0	0	0	0	0	6	2	0	0	1	0	0	1	0	1	0	86	6%
Katwa	7	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0							15	1%
Otcha	1	0	0	0	5	4	0	4	0	0	6	4	0	0	0	2	1	2	0	0	2	31	2%
Binza					2	0	0	2	0	0	1	0	0	0	6	3	1	0	0	0	0	15	1%
Kayna	0	24	1	1	20	0	0	0	0	0	11	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	61	4%
Kibirizi	0	7	0	11	10	3	0	11	0	0	7	4	0	0	0	13	0	0	0	0	0	66	5%
Vuhovi	3	3	2	0	5	0	0	10	0	0	9	2	0	0	0							34	2%
Beni	3	6	0	0	20	0	0	0	0	0	4	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	36	3%
Musienene	16	0	0	0	12	0	0	0	0	0	4	0	0	0	1							33	2%
Kibua	0	1	0	6	17	0	1	13	0	0	10	2	0	0	0							50	4%
Butembo					24	0	0	7	0	0	7	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	39	3%
Rutshuru											0	1	0	0	0							1	0%
Kyondo	0	12	0	11	1	0	0	18	0	0	4	3	0	0	0							49	4%
Alimbongo	0	13	0	33	20	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1	1	0	3	0	0	0	73	5%
Kamango	12	0	0	2	15	0	0	12	0	0	3	1	0	0	0	3	1	0	0	0	0	49	4%
Kalunguta	0	14	0	5	22	4	3	23	0	0	13	5	0	0	6	0	2	0	0	0	0	97	7%
Mabalako	13	7	0	5	16	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	2	0	5	0	0	1	55	4%
Mutwanga	0	9	0	5	15	0	0	3	0	2	9	11	0	0	0	10	0	1	0	0	0	65	5%
Masereka	0	0	0	2																		2	0%
<b>Total</b>	<b>96</b>	<b>172</b>	<b>3</b>	<b>135</b>	<b>432</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>161</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>168</b>	<b>59</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>91</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1,391</b>	<b>100%</b>

## #Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlèvements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extractions de Bien	Incendie	Taxe Illegale	Pillages	Occupation Illegale	Déguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique	
ADF	-	33	-	11	-	-	-	40	-	-	4	25	-	-	5							118	8%	
Autorité locale	-	19	-	-	80	3	-	23	-	-	33	13	-	-	1	18	-	-	-	-	-	1	0%	
Bandits	-	-	-	-	102	4	1	17	-	-	37	5	-	-	3	3	1	-	-	-	-	1	193	14%
FARDC	55	-	-	25																			254	18%
Groupe arme inconnu	-	10	-	7	20	3	-	28	-	-	2	2	3	-	-								75	6%
Mai Mai	-	108	3	84	207	4	3	53	-	-	75	11	-	-	7	52	1	3	1	-	-	612	44%	
PNC	36	-	-	4	12	-	-	-	-	-	10	1	-	-	-							63	5%	
Pop civile					1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	15	3	14	-	-	1	3	40	3%
Autres											-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	2	0%	
ANR	5	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	10	1%	
FDLR	-	2	-	4	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	17	1%	
Garde Parc					2	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-							6	0%	
<b>Total</b>	<b>96</b>	<b>172</b>	<b>3</b>	<b>135</b>	<b>432</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>161</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>168</b>	<b>59</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>91</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1,391</b>	<b>100%</b>	

## Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE				Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguisement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique	
PDIs retournes	63	146	3	84	260	13	4	118	0	0	106	42	1	0	16	51	5	12	1	1	4	932	67%
PDIs	27	20	0	51	156	1	0	38	0	2	56	13	2	0	1	32	2	7	0	0	0	408	29%
Residents	6	1	0	0	16	0	0	5	0	0	6	3	0	0	0	8	0	0	0	0	0	45	3%
Rapatris	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0%
Refugies et demandeurs d'asile	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%
<b>Grand Total</b>	<b>96</b>	<b>172</b>	<b>3</b>	<b>135</b>	<b>432</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>161</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>168</b>	<b>59</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>91</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1,391</b>	

## Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE				Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguisement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique	
<b>Femmes</b>																							
0-4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	3	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	2	0%
12-17	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	18	0	0	1	0	0	23	2%
18-59	11	15	0	1	111	3	0	41	0	1	23	8	0	0	5	71	6	19	0	1	4	320	23%
60+	0	0	0	0	2	0	0	4	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	7	1%
<b>Sous-total</b>	<b>11</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>116</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>45</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>91</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>355</b>	<b>26%</b>
<b>Hommes</b>																							
0-4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0%
5-11	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0%
12-17	2	5	2	6	2	0	0	1	0	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	22	2%
18-59	82	147	0	127	310	10	4	109	0	1	141	44	0	10	0	141	44	0	0	0	0	987	71%
60+	1	1	0	1	4	1	0	6	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	1%
<b>Sous-total</b>	<b>85</b>	<b>156</b>	<b>3</b>	<b>134</b>	<b>316</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>116</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>144</b>	<b>51</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,036</b>	<b>74%</b>
<b>Grand Total</b>	<b>96</b>	<b>172</b>	<b>3</b>	<b>135</b>	<b>432</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>161</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>168</b>	<b>59</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>91</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1,391</b>	

## Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 47% des cas d'homicide ont été documentés dans le territoire de Beni.

A gauche répartition des violations par auteur présumés, à droite répartition par territoire

Violations	ADF/NALU	ANR	Autorité loca	Bandits	FARDC	FDLR	Garde Parc	Groupe arme	Inconnu	Mai Mai	PNC	Pop civile
Arrestation Arbitraire	0%	5%	0%	0%	57%	0%	0%	0%	0%	0%	38%	0%
Enlevement	19%	0%	0%	11%	0%	1%	0%	6%	0%	63%	0%	0%
Travaux Forcés	8%	0%	0%	0%	19%	3%	0%	5%	0%	62%	3%	0%
Extorsions de biens	0%	1%	0%	19%	24%	1%	0%	5%	0%	48%	3%	0%
Incendie	0%	0%	0%	21%	29%	0%	0%	21%	0%	29%	0%	0%
Taxe illegale	0%	0%	0%	0%	25%	0%	0%	0%	0%	75%	0%	0%
Pillages	25%	0%	0%	14%	11%	0%	0%	12%	6%	33%	0%	0%
Coups et blessures	2%	0%	0%	20%	22%	2%	1%	1%	1%	45%	6%	1%
Homicide	42%	0%	0%	22%	8%	0%	0%	3%	0%	21%	2%	2%
Torture/Traitement inhumain	29%	0%	0%	6%	18%	6%	0%	0%	0%	41%	0%	0%
Viol	0%	0%	1%	20%	3%	2%	0%	0%	0%	57%	0%	16%
Agression sexuelle	0%	0%	0%	29%	14%	0%	0%	0%	0%	14%	0%	43%
Agression physique	0%	5%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	16%	0%	74%
Deni de ressources	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Violence Psychologique	0%	0%	0%	0%	25%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	75%

Violations	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Waikale
Arrestation Arbitraire	33%	14%	16%	38%	0%
Enlevement	30%	22%	17%	29%	2%
Travaux Forcés	21%	24%	14%	36%	4%
Extorsions de biens	23%	32%	12%	27%	6%
Incendie	57%	0%	43%	0%	0%
Taxe illegale	75%	0%	0%	0%	25%
Pillages	43%	30%	14%	4%	8%
Coups et blessures	32%	24%	17%	20%	6%
Homicide	47%	20%	20%	8%	3%
Torture/ Traitement inhumain	35%	6%	41%	18%	0%
Viol	19%	59%	19%	3%	0%
Agression sexuelle	57%	0%	43%	0%	0%
Agression physique	47%	26%	5%	21%	0%
Deni de ressources	0%	0%	0%	100%	0%
Violence Psychologique	75%	25%	0%	0%	0%